Perspectives chinoises

2013/2 | 2013
Spéculation immobilière et défis sociaux

« Chinafrique, avez-vous dit ? », *Outre-Terre* / Jean-Joseph Boillot and Stanislas Dembinski, *Chindiafrique. La Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain*

Revue européenne de géopolitique, n° 30, décembre 2011, 442 p. / Paris, Odile Jacob, 2013, 370 p.

Jean-Pierre Cabestan

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6570
ISSN : 1996-4609

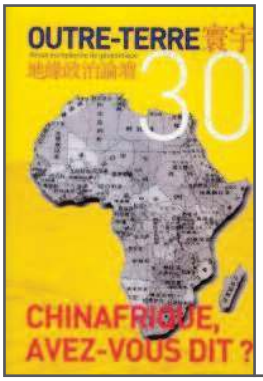
Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 15 juin 2013
Pagination : 90-91
ISBN : 979-10-91019-07-1
ISSN : 1021-9013

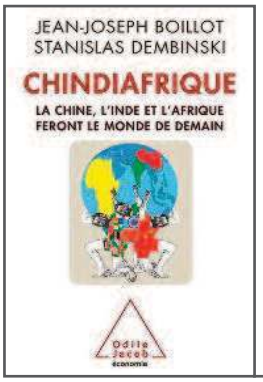
Référence électronique
Jean-Pierre Cabestan, « « Chinafrique, avez-vous dit ? », *Outre-Terre* / Jean-Joseph Boillot and Stanislas Dembinski, *Chindiafrique. La Chine, l'Inde et l'Afrique feront le monde de demain* », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2013/2 | 2013, mis en ligne le 15 juin 2013, consulté le 06 mai 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6570

© Tous droits réservés

JEAN-PIERRE CABESTAN



Chinafrique, avez-vous dit ?, Outre-Terre, Revue européenne de géopolitique, n° 30, décembre 2011, 442 p.



Jean-Joseph Boillot et Stanislas Dembinski, Chindiafrique. La Chine, L'Inde et l'Afrique feront le monde de demain, Paris, Odile Jacob, 2013, 370 p.

Voici deux ouvrages qui contribuent utilement à la littérature grandissante sur les relations entre la Chine et l'Afrique et plus largement l'émergence des rapports sud-sud.

Deux livres très différents assurément. L'un est un numéro spécial de la revue *Outre-Terre* qui a pour ambition d'établir un état des lieux multidimensionnel de cette nouvelle « connexion chinafricaine ». L'autre est un essai de prospective à l'horizon 2030 dont le sous-titre trahit d'une certaine manière la principale conclusion. Si ces deux études ou plutôt ensembles d'études sont complémentaires, elles n'ont pas la prétention de couvrir de manière exhaustive le sujet. Forte de 54 États (55 si l'on y ajoute le Sahara occidental), l'Afrique est forcément plurielle et fragmentée. En outre la plupart des travaux sur les liens entre l'Afrique et la Chine (et l'Asie) hésitent à exclure ou inclure l'Afrique du Nord, pour des raisons tout à fait compréhensibles – ses étroites relations avec le Moyen-Orient. Tandis qu'*Outre-terre* a fait le premier choix, *Chindiafrique* a opté pour le second, mais de manière assez ambiguë, l'essentiel de son argumentation et de ses exemples se concentrant sur l'Afrique subsaharienne.

Les lecteurs non familiers d'*Outre-terre* seront peut-être surpris de la structure et du style de ce numéro spécial. En effet, divisé en sept parties distinctes et 47 articles, ce volume constitue une longue collection d'analyses, parfois fouillées, et de regards, souvent brefs, sur un certain nombre de facettes de la Chinafrique. Il est à n'en point douter informatif. Mais le choix des contributions n'a pas été motivé par une volonté d'identifier et de hiérarchiser les principales caractéristiques de la nouvelle dimension prise par cette relation. Il semble avoir été conduit par le souci premier de mobiliser et de faire connaître la recherche française ou basée en France sur ce thème. Certes, l'on reconnaîtra un certain nombre de plumes étrangères, dont Deborah Brautigam et son essai déjà publié en anglais sur les zones économiques spéciales chinoises en Afrique, ou l'ancien ambassadeur américain David Shinn, auteur dans ce volume d'un court article sur la perception américaine des relations sino-africaines [1]. De même, un entretien avec Mthuli Ncube, *Chief Economist* à la Banque africaine de développement, donne un éclairage « vu de l'intérieur » sur la présence économique chinoise en Afrique. Mais pour l'essentiel, les articles ont été rassemblés par le sinologue Thierry Pairault, directeur de recherche au CNRS, et pour nombre d'entre eux rédigés par le groupe de recherche et les doctorants qu'il a réunis à l'EHESS. Ce n'est pas un reproche, au contraire. Toutes ces contributions, même les plus brèves, apportent une information ou une idée sur la véritable nature de la Chinafrique. Cela étant, si une critique pouvait être faite, c'est celle de l'éclectisme ou plus exactement le caractère incomplet et partiellement arbitraire de la mosaïque esquissée.

Impossible de faire justice à chacun de ces articles. Indiquons simplement, les plus utiles ou novateurs d'entre eux. Dans la partie introductive, Lin Yue, de l'University of Applied Management à Pékin, fournit des données comparatives de base sur le commerce sino-africain. Bien plus originale et détaillée, l'analyse proposée par Ronan Morin-Allory, doctorant à l'Université de Paris IV-Sorbonne, sur « l'appareil médiatique de Pékin » en Afrique, qui offre un excellent et bienvenu état de la question. La première partie – « Le mythe chinafricain » – inclut deux contributions de Thierry Pairault qui montrent combien reste limité à ce jour le stock des investissements directs chinois en Afrique (9 milliards de dollars en 2009) par rapport à un commerce qui a dépassé en 2012 les 200 milliards de dollars et un bon article de Laurent Hou, également doctorant à Paris IV, qui « remet les pendules à l'heure » comme on dit sur le soi-disant *land grab* chinois en Afrique : réalité difficile à appréhender, les acquisitions de terres (locations ou *leases* pour la plupart) par les opérateurs extérieurs (chinois, indiens ou autres) mettent surtout au jour l'importance des sols arables non cultivés sur le continent noir (31% du total mondial d'après la FAO, cité par Boillot et Dembinski, p. 285) : si ces transferts posent de multiples problèmes et doivent être décortiqués avec vigilance, la position des États et des experts africains à leur sujet est plus nuancée qu'on le croit souvent. Dans la deuxième partie – « Le polygone africain », signalons l'article sur l'investissement chinois en Afrique centrale de l'universitaire de Brazzaville, Théophile Dzaka-Kikouta et celui sur l'Exim Bank et ce qu'on appelle le « modèle angolais » (pétrole contre prêts en principe concessionnels destinés à financer des projets d'infrastructure), de Lucy Corkin de la SOAS. La troisième partie – « Résistible ascension » – introduit les autres acteurs, en particulier l'Europe et la France, et tente d'identifier à la fois les sources de concurrence et les facteurs de coopération. La contribution la plus originale est sans doute celle d'Arnaud Chaumasse sur ce que j'appellerais la « coexistence concurrentielle » entre la « Françafrique » – ou ce qu'il en reste – et la Chinafrique. Les quatre dernières parties sont beaucoup plus courtes, constituées de coups de projecteur plus que d'articles sur par exemple les frictions culturelles entre Africains et Chinois, la compétition aujourd'hui marginalisée entre Pékin et Taipei sur le continent noir, l'état de la recherche sur l'Afrique en République populaire ou les Africains en Chine.

Le tout constitue donc un kaléidoscope de la Chinafrique, où le lecteur pourra pêcher avec profit un complément d'analyse ou d'information sur certaines des multiples facettes de cette relation.

Chindiafrique présente d'autres problèmes : comme tous les ouvrages de prospective, il est à la fois stimulant et frustrant. Mobilisant force chiffres

1. David Shinn est entre autres auteur (avec Joshua Eisenmann) de *China and Africa: A Century of Engagement*, University of Pennsylvania Press, 2012 (voir la recension de Leïla Choukroune dans ce numéro).

et moult auteurs et théories, dont en particulier Albert Hirschman et Amartya Sen (ce qui est bienvenu), Jean-Joseph Boillot, spécialiste de l'Inde, et Stanislas Dembinski, journaliste économique, posent de fertiles questions, mais les réponses sont autant de possibles et de voies contradictoires qui contribuent à affaiblir, voire à contredire leur thèse, ou du moins celle affichée dans le titre et l'introduction. Quelle est celle-ci ?

La thèse principale de *Chindiafrique* est celle du « basculement du monde » au profit non seulement de la Chine, mais aussi de l'Inde et de l'Afrique qui constituent, contrairement au Brésil, à la Russie ou au Japon, « des masses continentales et humaines incomparables » et dont « les relations triangulaires sont appelées à jouer un rôle structurant dans le monde de demain » (p. 9). Basculement que l'Europe refuse d'accepter mais qui va déterminer l'avenir des pays développés et en réduire fondamentalement l'influence politique et le poids économique relatifs.

En effet, observant tout d'abord l'évolution des ressources humaines (1ère partie), la Chindiafrique réunira en 2030 la moitié de la population mondiale. Elle pourrait aussi représenter en 2050 la moitié du capital humain de la planète. Sur le plan économique (2ème partie), cet ensemble passera d'un peu plus d'un quart du PIB mondial (en parité de pouvoir d'achat) à près de la moitié en 2030 (Chine : 25%, Inde : 10 % et Afrique : 11%) et 60% en 2050, même si les auteurs se gardent d'avancer des estimations précises à cet horizon. Certes, en 2030, l'Occident conservera sa suprématie technologique et en matière d'innovation (3ème partie) mais « Chindia » puis l'Afrique pourront mettre en place des « procédés et des *business models* dits *low cost* et frugaux » innovants et plus adaptés à leurs besoins. Les succès de Huawei ou du réfrigérateur indien « little cool » en Afrique en constituent, pour les auteurs, des illustrations prometteuses.

Autant d'évolutions qui pourraient favoriser une industrialisation et une modernisation de l'agriculture en Afrique et par conséquent un relâchement de la pression sur les ressources naturelles et agricoles (4ème partie). Là, Boillot et Dembinski sont plus prudents mais dans l'ensemble optimistes : les pays africains pétroliers peuvent surmonter la « malédiction de l'or noir », ce que l'on appelle la « Dutch Disease », la Chine et l'Inde ont la capacité de devenir moins voraces en hydrocarbures et autres matières premières et la Chindiafrique possède le potentiel de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. Nos auteurs sont aussi plutôt optimistes lorsqu'ils abordent les conséquences politiques de ce basculement (5ème partie), tout en rappelant les faiblesses et contestations du « modèle chinois », la mollesse de la puissance indienne (*soft State*), les fractures insurmontables du continent africain ou encore les capacités de rebondissement des États-Unis et l'attractivité de normes institutionnelles établies par l'Union européenne.

Que conclure de cette analyse prospective ? Des interrogations et des propositions, mais pas de conclusion. C'est justement ce que font les auteurs. En effet, comment les principaux acteurs de ce nouvel ensemble et les autres pays ou groupes d'États, dont l'Europe, vont-ils réagir et s'adapter à cette évolution ? Nul ne le sait. Ce que promeuvent Boillot et Dembinski, c'est une « mondialisation modérée » judicieusement inspirée par l'économiste Dany Rodrik [2]. L'on ne peut que souscrire à cette idée, tant la Chine et l'Inde ont su se protéger de manière sélective contre ce qu'elles perçoivent comme les bourrasques déstabilisantes de « l'hypermondialisation », et fortement suggérer aux pays africains de renforcer leur gouvernance et de faire de même, y compris vis-à-vis de la Chine et de l'Inde. Ce n'est pas autre chose que demandait récemment Lamido Sanusi, le gouverneur de la Banque centrale du Nigéria, dans une tribune remarquée et très critique à l'égard de la Chine [3].

La principale faiblesse de cet essai, on l'aura deviné, n'est pas l'observation de l'émergence sans précédent des liens économiques, politiques et humains sud-sud et en particulier entre les trois ensembles choisis. Elle porte sur la nature, la cohérence et la densité de la relation triangulaire qui fonde la démarche des auteurs. L'on peut se demander de fait si la Chine, l'Inde et l'Afrique constituent un ensemble pertinent. L'essor des relations et les complémentarités entre ces économies sont connues mais quel est leur poids futur par rapport aux relations États-Unis/Union européenne, Chine/pays développés, et même Brésil/Afrique ou aux fameux BRICS ? Ce qui manque à cet ouvrage est justement une analyse comparative et prospective des flux économiques et des rapports diplomatico-stratégiques respectifs entre la Chine, l'Inde et l'Afrique ainsi qu'avec les principaux partenaires actuels et futurs de ces trois ensembles. Ainsi, les relations économiques et politiques sino-indiennes vont probablement rester un mélange complexe de coopération relativement limitée et de concurrence stratégique durable. Le poids de la Chine en Afrique est important, celui de l'Inde moindre, mais demain, ces deux puissances devront continuer de rivaliser avec d'autres acteurs majeurs, le Brésil déjà mentionné, les États-Unis, l'UE, le Japon… et l'Afrique du Sud. De même, les tensions persistantes au sein de la Chindiafrique – et du continent africain – ne sont pas véritablement prises en considération dans la construction prospective. Par exemple, si la nouvelle diaspora chinoise en Afrique (1 à 5 millions de personnes) ne représente qu'une petite part de l'émigration en provenance de la République populaire, elle pèse sur les économies locales (du moins certaines d'entre elles) et constitue une source véritable de tension entre communautés.

Bref, il est clair que le poids de la Chindiafrique ou du sud en général va continuer de croître, mais ni l'une ni l'autre ne constituent des ensembles cohérents. Encore moins que les BRICS d'ailleurs. L'une est un agrégat statistique sans projets ni objectifs communs réels, l'autre est un concept commode qui inclut non seulement des régimes politiques et des cultures appelés à rester très différents mais aussi des économies qui, du fait de la nature intrinsèquement inégale du développement, partagent de moins en moins de caractéristiques communes. Basculement oui, mais, la Chindiafrique ne fera pas à elle seule le monde de demain. La Chine, l'Inde et les Afrique y contribueront, sans doute en coopérant mais aussi en continuant de se chamailler passablement.

Jean-Pierre Cabestan est directeur de recherche au CNRS, professeur à l'Université baptiste de Hong Kong, chercheur associé à Asia Centre, Paris, et au CEFC (cabestan@hkbu.edu.hk).

2. Dany Rodrik, *The Paradox of Globalization. Democracy and the Future of the World Economy*, New York, W. W. Norton & Co., 2011.
3. « Africa must get real about its romance with China », *Financial Times*, 12 mars 2013, p. 1 et 9.